

AGIR RESPONSABLE

CAHIER No 1

L'EMPREINTE ECOLOGIQUE : COMMENT DIMINUER
NOTRE EMPREINTE SUR LA TERRE ?



Yolanda Ziaka

Equipe d'animation européenne d'une Charte
des responsabilités humaines

AGIR RESPONSABLE

CAHIER No 1

**L'EMPREINTE ECOLOGIQUE : COMMENT DIMINUER
NOTRE EMPREINTE SUR LA TERRE ?**

Auteur : Yolanda Ziaka

Dessins : Francesco Tabacco

Avril 2006

ISBN: 960-86662-3-6

**Equipe d'animation européenne d'une Charte des
responsabilités humaines**

Adresse postale : c/o Polis – Réseau International d'Education à l'Environnement,
B.P. 4, 84100 Ermoupolis, Grèce, Fax : 30-22810-87840
E-mail : charte.europe@otenet.gr – Web : allies.alliance21.org/charter/europe

« Il est bien des merveilles en ce monde, il n'est pas de plus grande que l'homme. Il est l'être qui sait traverser les flots gris, à l'heure où soufflent les vents du Sud et ses orages, et qui va son chemin au creux des hautes vagues qui lui couvrent l'abîme. Il est l'être qui tourmente la déesse auguste entre toutes, la Terre,

la Terre éternelle et infatigable, avec ses charrues qui vont sans répit la sillonnant chaque année, celui qui la fait labourer par les produits de ses cavales.

Oiseaux étourdis, animaux sauvages, poissons peuplant les mers, tous, il les enserme et les prend dans les mailles de ses filets, l'homme à l'esprit ingénieux.

Par ses engins, il est le maître des bêtes indomptées qui courent par les monts, et, le moment venu, il ploiera sous un joug enveloppant leur col et le cheval à l'épaisse crinière et l'infatigable taureau des montagnes.

.....

Mais, ainsi maître d'un savoir dont les ingénieuses ressources dépassent toute espérance, il peut prendre ensuite la route du mal tout comme du bien. »

Sophocle « Antigone »

Dans cet éloge à l'intelligence et à l'ingéniosité de l'homme – vieux de 2.500 ans – on voit l'homme apparaître comme maître de la nature, capable de plier les circonstances à son vouloir et à son besoin. Ce qui est non dit, mais qui est sous-entendu à cette époque, c'est le savoir que, malgré son pouvoir, l'homme est toujours encore petit comparé aux éléments naturels. Toutes ses interventions laissent la nature inchangée et ne diminuent pas ses forces créatrices.

Depuis lors et pendant longtemps, les hommes ont géré la planète sans prêter attention à son équilibre. On a pollué (l'air, l'eau, le sol...), surexploité les ressources (forêts, matières premières, énergies fossiles...), fait disparaître de nombreuses espèces de plantes et d'animaux. La promesse de la science et de la technique moderne, pour une amélioration constante des conditions de vie de l'humanité, s'est inversée en une menace de catastrophe. Ce que l'homme peut faire aujourd'hui n'a pas son équivalent dans l'expérience passée. Une forme de vie, «l'homme» se trouve maintenant en état de mettre en danger toutes les autres formes de vie et également lui-même.

Nous avons besoin d'une éthique de l'état de crise, une éthique de la responsabilité, de la préservation, comme le proclamait le philosophe allemand Hans Jonas dans les années 1970. L'éthique traditionnelle, qui régit les rapports des êtres humains entre eux, ne peut plus nous instruire sur les normes du «bien» et du «mal», auxquelles nous devons nous soumettre. Dans le cadre de cette éthique traditionnelle, la nature ne constituait pas un objet de responsabilité humaine. Elle prenait soin d'elle-même ainsi que de l'homme. **Aujourd'hui, alors que notre pouvoir porte atteinte aux équilibres naturels, notre responsabilité s'étend au-delà des relations inter humaines, jusqu'au niveau de la biosphère.**

La prise de conscience de menaces qui pèsent sur l'humanité ne peut que faire naître la peur. Mais, comme remarque Hans Jonas, la peur est, elle-même, «l'obligation» préliminaire d'une éthique de la responsabilité. C'est une peur qui invite à agir et s'accompagne de l'espérance: que pourrions-nous faire pour éviter le pire ? Il s'agit du courage d'assumer notre responsabilité, en transformant notre propre crainte en devoir d'agir.

Yolanda Ziaka
Coordnatrice

Equipe d'animation européenne d'une Charte
des responsabilités humaines

COMBIEN PESONS-NOUS SUR LA PLANÈTE ?

NOTRE EMPREINTE ÉCOLOGIQUE

Pour vivre, nous consommons ce que la nature nous offre. Chacune de nos actions a un impact sur les écosystèmes de la planète. Nous n'y avons pas prêté attention, aussi longtemps que l'usage des ressources naturelles par l'homme ne dépassait pas la capacité de la nature à renouveler ces ressources. Mais, que se passe-t-il actuellement ?

L'**empreinte écologique** est un outil de calcul qui permet d'évaluer l'étendue de terre et d'eau dont une personne ou un groupe de personnes (disons une famille ou une ville) a besoin pour produire les ressources qu'elle consomme et pour absorber ses déchets, dans un niveau de technologie donné. C'est une manière d'évaluer le niveau de consommation de cette personne ou de ce groupe de personnes, sur la base de ses besoins en énergie, en nourriture, en eau, en matériaux de construction etc., comparativement aux ressources disponibles. C'est encore une manière de sensibiliser les gens sur leur usage des ressources naturelles, afin de les faire réfléchir et les inciter – éventuellement – à changer leur mode de consommation. C'est aussi un outil de planification et de gestion des ressources, qui peut être employé par les collectivités territoriales et par les autorités nationales.

Le calcul de l'empreinte écologique de l'humanité dans son ensemble nous indique qu'aujourd'hui, nous avons dépassé les bornes : actuellement le citoyen moyen de la terre a une empreinte de 2.8 hectares. Cependant, il n'y a que 1.9 hectares disponibles par personne et les autres espèces ont, également, besoin de ressources. Cela signifie que la demande humaine en ressources est supérieure à ce que la nature peut renouveler. Selon certains calculs, l'usage que nous faisons des ressources terrestres est environ 20% plus grand que ce que la planète peut produire dans une année.

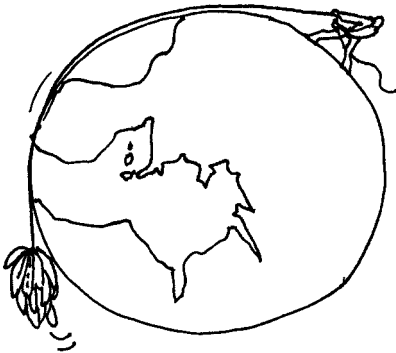
Notre manière de produire et de consommer surexploite le capital naturel de la terre. Au-delà de l'épuisement progressif des ressources non renouvelables (comme les minéraux et le pétrole), il est évident aujourd'hui que les ressources renouvelables elles-mêmes encourent des risques majeurs. Parmi les exemples on peut citer l'effondrement des pêcheries, la disparition d'espèces, la déforestation, l'épuisement des ressources en eau potable. **Un des résultats majeurs de la méthode de l'empreinte écologique** est que, contrairement à la croyance répandue, **c'est l'usage des ressources renouvelables et non pas des ressources non renouvelables qui se trouve à l'origine de la crise environnementale actuelle**. La nature peut renouveler ces ressources à une certaine vitesse. L'humanité, de manière continue et accélérée, consomme les ressources renouvelables à une vitesse plus élevée que celle dont les écosystèmes ont besoin pour pouvoir les renouveler. Notre empreinte écologique excessive menace les écosystèmes parce qu'elle ne leur laisse pas **le temps** nécessaire pour pouvoir se renouveler.

Nous dépendons de ce fond écologique pour survivre. L'usage abusif des ressources naturelles menace notre vie et notre bien-être : des conflits liés à l'usage des ressources émergent, la terre devient stérile, les ressources deviennent de plus en plus rares et coûtent de plus en plus cher. Notre manière de gérer les ressources compromet notre avenir, en constituant une

menace majeure pour les générations futures. Définitivement, notre manière de produire et de consommer n'est pas soutenable dans le long terme.

On pourrait rétorquer que chez nous, en Europe, on assiste, ces dernières années, à une amélioration de l'état de l'environnement, dans plusieurs pays. Ceci résulte, notamment, d'une réglementation environnementale de plus en plus contraignante. Il faut néanmoins se rappeler que, pour les activités de production et de consommation dans un lieu donné, on emploie des ressources qui proviennent d'autres régions du monde. Pratiquement, à chaque instant de notre existence, nous, les consommateurs modernes, entretenons des interactions invisibles et cachées avec des gens vivant à des milliers de kilomètres de chez nous. Mais nous nous trouvons dans l'ignorance des profonds effets que peuvent avoir nos choix sur la vie des gens, à l'autre bout de la chaîne de production et de consommation.

Nous consommons du café en provenance de l'Amérique Latine, du jus d'orange en provenance du Brésil, nous utilisons des appareils électroménagers en provenance de la Chine, du pétrole en provenance du Golfe persique. Notre production et notre consommation ici, chez nous, en Europe, auront des répercussions environnementales et sociales sur des régions éloignées. Pour cette raison, l'empreinte écologique est calculée comme la somme des terrains nécessaires pour la production de ces ressources, à n'importe quel endroit de la terre. Ce calcul montre qu'un grand nombre de pays développés s'appuient exclusivement sur la productivité écologique de terres qui se trouvent en dehors de leur territoire national, en provoquant des déficits énormes dans d'autres régions de la planète.



L'empreinte écologique soulève ainsi des questions importantes de l'ordre de la justice sociale. Il existe des disparités énormes entre les empreintes des divers pays: l'empreinte écologique d'un habitant du Canada a été calculée à 4,8 hectares, tandis que l'empreinte d'un Egyptien est 1.5 hectares. **Si tout le monde sur terre vivait comme le Canadien moyen, nous aurions besoin, au moins, de trois terres pour fournir les matières premières et l'énergie nécessaires.**

La crise n'est pas sans issue, si l'on dispose la volonté politique nécessaire. En calculant l'empreinte écologique d'une population (d'un individu, d'une ville, d'une nation ou de l'ensemble de l'humanité), nous pouvons évaluer l'écart entre ce que nous consommons et ce que la nature peut produire. L'empreinte écologique nous indique quelles ressources sont consommées, par quels groupes sociaux, à quel niveau. Elle nous montre aussi à quel niveau l'humanité domine la biosphère aux dépens des autres espèces. Cela peut nous amener à **prendre les décisions adéquates afin de gérer les ressources de manière plus attentive.**

L'empreinte écologique nous permet de comprendre que les impacts de nos activités dépassent les limites étroites de notre ville, de notre région, de notre pays. Nous prenons ainsi conscience des **interdépendances** entre notre mode de vie et les impacts environnementaux sur le reste de la planète. **Nous prenons conscience de notre propre responsabilité, en tant qu'individus et en tant que groupe social. L'empreinte écologique nous incite à agir au quotidien**, par des actions **individuelles et / ou collectives** pour un monde où l'humanité vivra en respectant les limites que nous impose le fonctionnement des écosystèmes de notre planète.

QUELQUES CHIFFRES, EXEMPLES ET REFLEXIONS POUR MIEUX SAISIR CE QU'EST L'EMPREINTE ECOLOGIQUE

Des calculs qui ont été faits pour la Hollande montrent que pour assurer les niveaux de consommation de produits alimentaires, forestiers et énergétiques du pays, en 1994, on employait des terrains 14 ou 15 fois plus grands que l'étendue du pays. Des données réunies par le gouvernement hollandais montrent que la Hollande emploie environ 100.000 km² de terrains agricoles, notamment dans les pays du tiers monde, pour la production de biens alimentaires.

Source : Rees W., 1996

Le terrain écologiquement productif de la terre dans son ensemble (terrains de la terre et de la mer) a été calculé à 11,4 milliards hectares. La population de la terre était, en 1999, de 5,9 milliards. En divisant ces deux nombres, on est arrivé au résultat que la capacité biologique de la planète, par personne, en 1999, était 1,9 hectares. Si on considère que les 12% du terrain global écologiquement productif de la planète devrait être laissé disponible pour l'usage des autres espèces, le terrain disponible pour chaque individu, au niveau mondial, diminue de 1.9 aux 1.7 hectares. Ce chiffre, de 1.7 hectares, constitue la référence, à laquelle on devrait comparer les empreintes écologiques de chaque pays. Cependant, ce niveau moyen reflète la situation actuelle et ne prend pas en compte l'augmentation attendue de la population mondiale. Quand la population mondiale atteindra les 10 milliards, dans environ 30 ans comme on l'attend, le terrain disponible pour chaque individu diminuera aux 1,1 hectare.

Source : Wackernagel M. et al., 2002



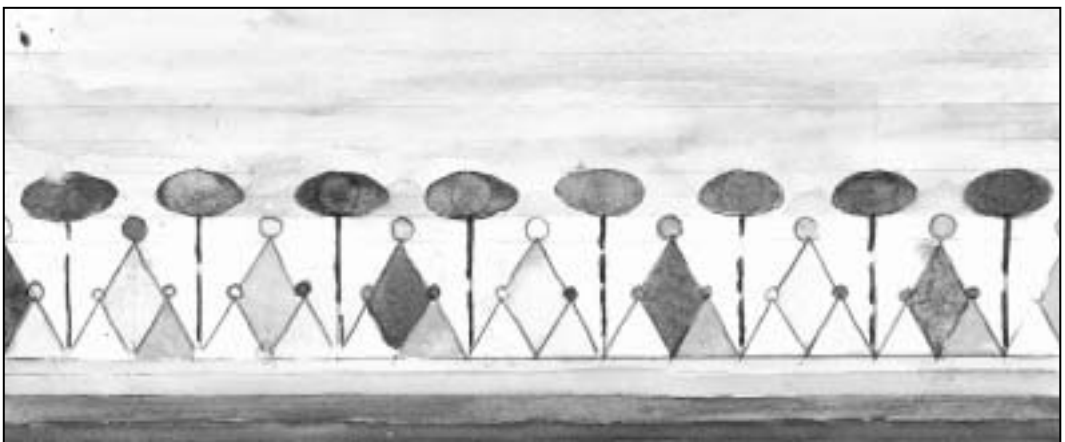
Des critiques à l'encontre du concept de l'empreinte écologique

Le concept de l'empreinte écologique et l'analyse faite à l'aide de ce concept ont fait l'objet d'une critique à plusieurs niveaux. Ces critiques concernent d'abord la précision des calculs. On remarque que plusieurs facteurs du calcul sont basés sur des estimations grossières et il n'est pas du tout certain que les calculs sont applicables à d'autres régions de la planète, puisque la méthode est biaisée en faveur du mode de vie de l'hémisphère Nord.

En même temps, ce modèle, de manière générale, n'évalue pas les fonctions multiples assurées par un territoire terrestre ou aquatique : une forêt capte le carbone et cette fonction est prise en compte dans l'analyse de l'empreinte écologique, tandis que sa fonction comme source de nourriture animale n'est pas prise en compte. Ensuite, au niveau des foyers humains, ce modèle est biaisé en faveur des foyers avec plus d'enfants et, n'est pas applicable aux foyers de personnes seules. Un grand foyer avec dix enfants peut avoir une empreinte écologique « plus petite » qu'un foyer de la moitié de cette taille, avec seulement une personne. Pour faire face à ce manque de précision, les modèles de l'empreinte écologique sont constamment améliorés par des équipes de chercheurs à travers le monde.

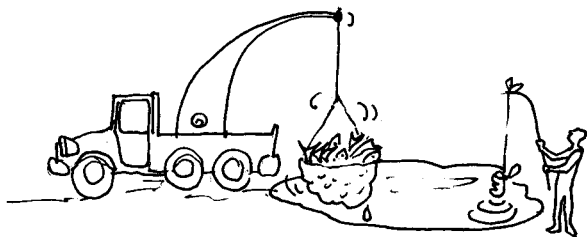
Mais la critique principale à l'encontre de ce concept concerne plutôt son utilité pour l'action. Un des enjeux majeurs de cette méthode est de savoir comment faire passer la réflexion autour de l'empreinte écologique, d'une pensée abstraite ou d'une approche purement éducative, à l'action concrète. On admet généralement que l'usage de l'empreinte écologique constitue un guide plutôt qu'une estimation exacte de la durabilité. L'objectif principal de l'empreinte écologique est de sensibiliser, en particulier ceux qui vivent dans les sociétés les plus industrialisées, sur leur usage excessif des ressources et sur les coûts externes de cet usage. Une plus grande précision du concept peut servir surtout pour renforcer cet objectif éducatif.

Source : Wikipedia - http://en.wikipedia.org/wiki/Ecological_footprint



SUIS-JE RESPONSABLE DE CE QUI SE PASSE LOIN DE CHEZ MOI ?

Quand je consomme la perche...



L'exemple secouant de la production de la perche dans le lac Victoria en Afrique a été révélé récemment (début 2005) à travers le film documentaire autrichien « Le cauchemar de Darwin ». La perche avait été introduite dans ce lac (le deuxième lac au monde du point de vue de la taille) au début des

années 1960, dans le cadre d'un projet gouvernemental. Cependant, ce poisson, qui était étranger à l'écosystème du lac, au bout de quelques décennies, a fait disparaître quelques 400 espèces de poisson qui vivaient là-bas. Au bord du lac, on a vu se construire diverses industries d'exploitation de la perche, qui envoient ses filets partout en Europe. Environ 10.000 personnes ont trouvé du travail dans ces industries, tandis que 90.000 personnes ont perdu leur travail et leurs activités traditionnelles. Les pêcheurs du lac, spécialement, se sont presque tous trouvés au chômage. Aujourd'hui, cette région est ravagée par la faim, le SIDA, le chômage (pour 95% de la population). Les habitants de la région ne sont pas en mesure d'acheter la perche. Des milliers des personnes vivent dans des baraques autour des industries d'exploitation de la perche et se nourrissent exclusivement avec des restes de perche en état de décomposition, jetés dans les poubelles, dans la chaleur et l'humidité tropicale. Au même moment, chaque jour, 50 tonnes de perche sont acheminées en Europe, par avion.

Source : le journal quotidien grec « Eleftherotypia » (19/3/2005)

Quand je bois du jus d'orange...

90% de la production mondiale annuelle du jus d'orange sont consommés en Europe, au Japon et aux Etats-Unis. Plus de 80% du jus d'orange bu en Europe proviennent du Brésil, principal producteur mondial. L'Allemagne, un pays qui ne produit pas d'oranges, est le plus gros consommateur de jus d'orange par tête au monde : 21 litres par personne et par an. Le jus d'orange effectue alors un voyage de 12.000 km pour aller du Brésil (principalement de la région de Sao Paulo) en Allemagne. Les impacts environnementaux de cette production sont importants, en Allemagne et ailleurs. La fabrication du jus d'orange nécessite deux principales ressources : de l'eau et du pétrole. Le pétrole sert principalement à produire de la vapeur pour le procédé de concentration du jus. En



tout, y compris la congélation et le transport, chaque tonne de jus d'orange nécessite environ cent kilos de pétrole. En outre, pour chaque verre de jus consommé en Allemagne, il faut utiliser à peu près 22 verres d'eau, principalement pour la vapeur durant la concentration, puis pour la dilution après l'arrivée en Allemagne.

Mais les impacts globaux en termes de consommation des ressources sont encore plus importants. Cette analyse ne prend pas en compte l'énergie et les matières nécessaires à l'obtention de l'eau et du pétrole utilisés pour la fabrication du jus d'orange. Il faudrait également prendre en compte les matériaux et l'énergie utilisés pour la fabrication des pesticides, ainsi que des innombrables emballages. En tout, même en ne prenant pas en compte ces facteurs, pour l'Allemagne, on aboutit à un chiffre de 25 kg de matière pour la fabrication d'un seul litre de jus d'orange.

On peut ici rappeler que l'Allemagne produit du cassis, dont le contenu en vitamine C est équivalent à celui de l'orange...

Source : Erkman S., 1998

Quand j'achète du chocolat ...

Quand vous mangerez une barre de chocolat, pensez que ce produit et son goût sont en relation avec les forêts les plus menacées du monde et les millions de paysans qui vivent dans leur voisinage. Le chocolat provient des graines d'un petit arbre de la forêt humide, le cacaoyer ou cacaotier. Cet arbre est cultivé commercialement dans près de 60 pays, bien que la production soit centrée sur cinq pays qui fournissent le 79% de la production mondiale de cacao (dont la Côte-d'Ivoire est le leader mondial). A l'heure actuelle, une superficie de la taille de l'Irlande (environ 70.000 km²) est consacrée à cette culture dans le monde.

La culture du cacaoyer est généralement l'affaire de petits paysans, mais les rémunérations ne sont pas toujours équitablement réparties. Le commerce du chocolat rapporte annuellement entre 42 et 60 milliards de dollars, dont seul de 6 à 8% revient aux paysans. Le cacaoyer est un arbuste qui a besoin de l'ombre et d'une alimentation importante et continue en eau. C'est la raison pour laquelle on le cultive habituellement sous le couvert forestier de la forêt humide. Cette forêt constitue une priorité mondiale au plan de la conservation, puisqu'elle abrite une biodiversité exceptionnelle. Le cacaoyer permet aux paysans de gagner leur vie, en le cultivant sous certains arbres et en les préservant, ainsi que les espèces vivant dans la forêt. Malheureusement, la plupart des cacaoyères dans le monde se trouvent sur des terres qui ont perdu l'essentiel de leur couvert végétal d'origine, soit au profit du cacaoyer, soit pour une autre culture qui a précédé son introduction.

Sur le plan social, on dénonce les abus et la maltraitance du travail dans les régions productrices du cacao, en particulier en Côte-d'Ivoire, où il semble que des milliers d'enfants sont réduits à l'état d'esclaves pour travailler dans les plantations. En même temps, parmi les pesticides en usage courant sur le cacaoyer, il existe, par exemple, le lindane, un composé chimique persistant et très soluble dans les graisses, donc dans le chocolat.

Que peut faire alors le consommateur ? La prochaine fois que vous déciderez d'acheter un chocolat, partez à la recherche d'un label qui garantit trois choses. D'abord, le label du « commerce équitable », qui désigne un producteur socialement responsable. Ensuite, une teneur élevée en chocolat puisqu'une forte teneur en cacao signifie, au moins potentiellement, un revenu plus important pour le paysan. Enfin, un label qui indique une culture organique, qui minimise les impacts sur l'environnement mais aussi sur les paysans.

Source : La consommation assassine, 2005

QUE POURRAIS-JE FAIRE ?

AGIR AU QUOTIDIEN

Nous pouvons commencer par le calcul de notre propre empreinte et celle de notre famille, sur la terre. On trouve, dans plusieurs sites web, des questionnaires et des formes simples qui permettent le calcul de notre empreinte personnelle, quand on entre des données se référant à nos habitudes quotidiennes, comme p.ex. le nombre de fois que nous avons utilisé notre machine à laver dans la semaine, le nombre de fois que nous avons pris une douche ou un bain, etc. Ce calcul nous donnera une idée sur l'impact de notre mode de vie sur la terre. A partir de ce point-là, **il n'est pas difficile de changer quelques habitudes quotidiennes.** Chacun, à sa manière, peut contribuer à réduire le gaspillage des ressources et diminuer l'empreinte de sa famille et de sa collectivité sur la terre.

PAR NOS COMPORTEMENTS QUOTIDIENS

Nous pouvons :

- **diminuer notre consommation d'eau et d'électricité à la maison, au bureau, à l'école,**

Ce que je dois savoir...

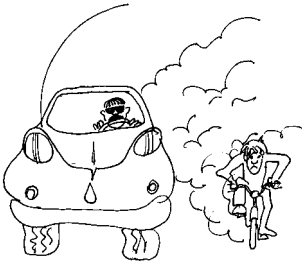
- La consommation moyenne d'eau journalière, par tête, dans les pays européens, est supérieure à 150 litres. Si chacun de nous diminue sa consommation d'eau de 50 litres par jour, on aura une économie d'eau de plus de 18 tonnes dans une année.
- En laissant le robinet ouvert quand on brosse ses dents, on consomme 15-20 litres d'eau.
- Une fuite d'eau dans le robinet, de 10 gouttes par minute, équivaut à une consommation de 2 tonnes d'eau de plus par an.
- La consommation d'eau majeure provient de la chasse d'eau et correspond au 40%, en moyenne, de la consommation de chaque foyer. Chaque usage consomme 12 litres d'eau en moyenne.



Ce que je dois savoir...

- Le 5-10% de l'énergie électrique, dans un foyer européen moyen, est consommé par des appareils électriques, laissés en position de veille (stand-by).
- Une température de 18-19°C à la maison est suffisante pour nous faire sentir bien. Le chauffage excessif rend l'air sec, contribue à l'apparition de problèmes respiratoires et nous rend plus sensibles aux refroidissements. En baissant le thermostat de 1°C, nous diminuons le coût du chauffage de 5-8%.

- **diminuer l'usage de la voiture individuelle, nous déplacer à pied, à vélo, par les transports en commun,**
- **trier nos déchets, recycler autant que possible...**



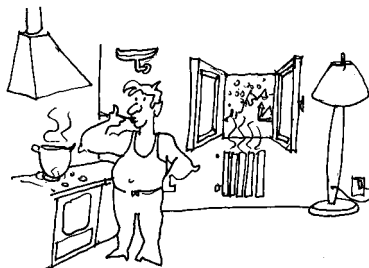
DANS NOS INVESTISSEMENTS COURANTS

Nous pouvons :

- **choisir des ampoules à basse consommation, installer une chasse d'eau à double débit, changer les fenêtres qui laissent passer l'air froid,**
- **acheter des appareils électroménagers en se souciant de leur consommation en électricité**

Ce que je dois savoir...

- Chaque fois que nous prenons une douche, nous libérons dans l'atmosphère 3 kilos de CO₂. L'installation d'une chauffe-eau solaire coûte moins de 1.000 euros et durant sa vie, nous économiserons environ 2.000 euros par une consommation d'électricité réduite, tandis que nous éviterons, en même temps, la libération de 28 tonnes de CO₂ dans l'atmosphère.
- L'isolation thermique des portes et des fenêtres de notre maison permet une économie d'énergie qui peut atteindre les 60%.



DANS LES CHOIX D'ALIMENTATION

Les « vaches folles », le « porc à la dioxine », la « grippe aviaire ». Que choisir, dans une époque de crises alimentaires successives, qui font progressivement disparaître le peu de confiance qui nous restait en la production agricole ? Et comment nos choix de consommation sont-ils liés à notre empreinte sur la terre ?

Ce que je dois savoir...

- L'agriculture biologique emploie des méthodes de culture sans danger pour l'environnement, puisqu'elle ne fait pas usage de produits chimiques synthétiques (engrais et pesticides). Les produits biologiques sont sains pour la santé humaine. En même temps, l'agriculture biologique contribue à la conservation des ressources naturelles, de la fertilité des sols, de la biodiversité.
- Nous ne connaissons pas avec précision l'ampleur des impacts des produits contenant des OGM (organismes génétiquement modifiés) sur l'organisme et sur les écosystèmes. Nous savons néanmoins que la libération d'OGM dans l'environnement provoque une pollution génétique, une résistance plus grande aux pesticides et aux antibiotiques, contribue à l'apparition d'allergies chez l'homme et chez les animaux, affecte le système immunitaire...
- Les additifs chimiques aux aliments sont caractérisés par l'indication « E » qu'on trouve sur l'emballage. Les « E » ne sont pas tous dangereux. Il est néanmoins important que chacun de nous cherche à s'informer sur les additifs autorisés et ceux qui sont dangereux et de choisir en conséquence.
- Plus grand est le voyage des produits agricoles du lieu de production vers le lieu de consommation, plus on gaspille de l'énergie, avec des conséquences néfastes sur l'environnement planétaire. Il faut aussi se rappeler que plus le temps est long entre la récolte et la consommation, plus la valeur nutritive des aliments (notamment des vitamines) diminue.
- Le « commerce équitable » est un mouvement assez répandu en Europe, basé sur le partenariat entre organismes du Nord et du Sud, qui vise à assurer des prix justes aux petits producteurs du Sud, des conditions de production saines du point de vue de l'environnement et socialement justes.

Nous pouvons :

- **Choisir et consommer – autant que possible – des aliments naturels, sans produits conservateurs et additifs chimiques,**
- **Préférer les produits biologiques,**
- **Lire attentivement les étiquettes des produits avant d'acheter. S'informer pour mieux choisir,**
- **Choisir les produits des petits producteurs agricoles, situés au niveau local,**
- **Choisir des produits agricoles (comme le café, le cacao, le miel, le thé, le sucre) issus du « commerce équitable ».**

Sources : *EveryDay Ecology*, 2003 & <http://www.defipourlaterre.org>

A TRAVERS L'ACTION CITOYENNE

Le pouvoir et les limites de l'action individuelle

Un nombre faible mais croissant de citoyens s'interrogent sur leur manière de consommer, démontrant ainsi un puissant désir de construire une meilleure qualité de vie pour eux-mêmes et leurs familles, désir qui s'exprime par des choix de consommation. Ainsi, en Europe, par exemple, la demande pour les aliments biologiques a atteint, en 2002, 10 milliards de dollars, soit 8% de plus par rapport à 2001. Les consommateurs effrayés notamment par la maladie de la vache folle, cherchent de plus en plus à s'assurer que la nourriture qu'ils consomment est saine. Les analystes estiment, d'une part, à 142 millions le nombre d'Européens qui consomment des produits biologiques. D'autre part, environ 150 millions d'Européens ont volontairement réduit leur consommation de viande ou sont végétariens.

Dans beaucoup de pays, les consommateurs forment des coopératives pour peser sur les marchés et les amener à prendre en considération leur désir d'accéder à une meilleure qualité de vie. Au Japon, le club Seikatsu compte 250.000 coopérateurs. Il propose à ses membres des aliments sans pesticides, sans additifs, sans conservateurs, dans des conditionnements recyclables en verre. Le club commercialise un petit nombre d'articles – environ 2.000 – contrairement aux supermarchés, dont les linéaires exhibent des dizaines de milliers d'articles. 50 millions de consommateurs sont affiliés à Consumer Coop International, un organisme international qui dispense une formation pour les coopératives de consommation locales. Dans certains cas, des organisations comme le « Plan d'action globale » - qui opère dans 19 pays, offrent des formations « vertes » aux consommateurs afin de leur permettre de réduire leurs déchets et leurs dépenses d'énergie et d'opter pour des marchandises écologiques. Aux Pays-Bas, 10.000 ménages se sont engagés dans un projet de ce type et, après formation, ont diminué dans un premier temps de 39% leurs déchets.

Néanmoins, les initiatives individuelles ne sont qu'une partie de ce qui est nécessaire pour construire une société du bien-vivre. Les efforts individuels seuls ne conduisent pas nécessairement à des communautés saines et durables. De plus, ces efforts peuvent venir à bout des obstacles structurels qui empêchent aujourd'hui les consommateurs de procéder à un choix véritable comme, par exemple, l'absence de produits biologiques dans les supermarchés. Certains critiques vont même jusqu'à dire que ces initiatives individuelles détournent l'attention du rôle que jouent les gouvernements et le monde des affaires dans la perpétuation de modes de consommation malsains. D'où découle le besoin urgent d'agir collectivement pour améliorer la qualité de vie : s'unir à d'autres pour se mobiliser dans les lieux de travail et de résidence, former des associations, interpellier les élus, participer à la prise de décisions.

Source : La consommation assassine, 2005

Il est clair que les efforts individuels seuls, à travers les choix de consommation, ne conduisent pas nécessairement à des communautés saines et durables. Nous avons besoin de l'action de citoyens responsables, disposant des compétences et de la volonté d'agir au niveau local ou global. Toute action citoyenne est bien une action politique, dans le sens originel du terme, signifiant la « gestion de la cité ». L'action des citoyens responsables contribue – en même temps – au renforcement de la vie démocratique, en garantissant la participation effective de la société civile à la prise de décisions en matière d'environnement et de développement (Ziaka Y. et al., 2002).

L'action passera nécessairement par le questionnement et la mise en cause de nos valeurs et des idées dominantes des sociétés occidentales, qui se généralisent progressivement à l'ensemble de la planète : le progrès, la croissance économique, la domination et l'exploitation de la Nature, la mondialisation. Cette approche critique devrait conduire à des changements profonds dans nos modes de pensée.

En premier lieu, on analysera les questions complexes d'environnement, en prenant en compte les interdépendances étroites entre les facteurs écologiques, économiques et sociaux. En même temps, nous ne pouvons ignorer les réalités sociales et les défis actuels, à la base des problèmes environnementaux : l'accès inéquitable aux ressources, la pauvreté, les menaces à la paix.

Les interdépendances du monde actuel entre les personnes, entre les sociétés, entre l'humanité et la biosphère, appellent une nouvelle définition de la citoyenneté. Chacun d'entre nous est nécessairement **citoyen d'une communauté** restreinte, **d'un Etat**, mais aussi **d'une région** du monde et **de la planète** tout entière. Le phénomène de la mondialisation, dans tous les domaines, nous oblige à élargir les frontières et limites de notre champ d'intervention et de notre responsabilité. Au sein de l'exigence permanente d'une responsabilité et d'une citoyenneté locale et immédiate, nous devons désormais intégrer **la perspective d'une responsabilité et d'une citoyenneté planétaire**.

Nous pouvons :

- **Chercher continuellement à nous informer, afin de nous investir davantage.**
- **Informers notre entourage et partager nos convictions.**
- **Nous mobiliser dans notre quartier et notre ville, nous unir au sein d'associations.**
- **Solliciter les décideurs, en commençant par les élus au niveau local.**

Il existe autour de nous un grand nombre de citoyens actifs, des associations ou encore des représentants d'organisations non gouvernementales internationales. Nous sommes en mesure de constater que leur action pour une meilleure qualité de vie au niveau local, pour une relation équilibrée entre la société et l'environnement, mais aussi pour des questions d'environnement planétaires, porte progressivement ses fruits. **Associions-nous à leur action !**



Le potentiel énorme de l'action citoyenne

Aujourd'hui, partout dans le monde, les ressources aquatiques sont menacées par le gaspillage et la dégradation, tandis qu'en même temps l'accès à l'eau potable n'est pas assuré pour tous. Au moins 1,5 milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau potable saine et plus de 4 milliards n'ont pas accès à des installations sanitaires adéquates. La rareté de l'eau est une source majeure de conflits dans notre siècle et cet état de faits va s'accroître. Pour plusieurs pays en voie de développement, le manque d'infrastructures nécessaires pour la distribution de l'eau saine entretient et aggrave la pauvreté.

Des entreprises multinationales, des organismes financiers internationaux, des accords de commerce international, des gouvernements, même des services de l'ONU, soutiennent la privatisation et la commercialisation de l'eau, comme la solution adéquate pour affronter la crise. Jusqu'aux années 1980, c'était l'état lui-même qui assurait la distribution et la gestion de l'eau potable. Depuis, on assiste à une pénétration du capital privé dans ces services. L'industrie de l'eau est devenue, aujourd'hui, la cinquième branche industrielle dans les pays riches, disposant des perspectives énormes pour des nouveaux investissements dans ce marché. Au niveau mondial, le 80% de la distribution de l'eau potable est assurée par trois multinationales. Cependant, l'expérience montre que la privatisation conduit à une augmentation du prix de l'eau, à une dégradation de sa qualité et, bien-sûr, à des profits très élevés pour les entreprises.

L'eau est – avant tout – un bien social, commun à l'humanité. Des citoyens et des organisations, partout dans le monde, exigent aujourd'hui, la reconnaissance du « droit à l'eau » comme un droit humain fondamental (Ziaka Y., 2005). Le refus de ce droit équivaut au refus du droit à la vie. Le principe de base de la campagne internationale pour le droit à l'eau est que le seul moyen pour affronter la crise est d'assurer que l'eau restera sous contrôle public. Personne n'a le droit de revendiquer la propriété de l'eau comme si elle était un bien privé. La campagne vise, au niveau international, la promotion de l'adoption par l'ONU d'une Convention pour le droit à l'eau. Au niveau local, la campagne vise à exercer une pression sur les gouvernements et les autorités locales, en vue de la reconnaissance du droit à l'eau. Cette mobilisation a conduit à des victoires importantes.

En Bolivie, vers la fin de l'année 1999, la Banque Mondiale a obligé le gouvernement à privatiser l'eau, dans la ville de Kostambamba (1,5 million habitants), comme condition préalable pour l'octroi d'une dette (source : le journal quotidien grec Eleftherotytia, 15-4-2006). Les accords ont cédé la gestion de l'eau à la multinationale Bechtel, tout en assurant un profit annuel pour cette entreprise de l'ordre de 16% pour 40 ans. Ceci a conduit à une augmentation du prix de l'eau de l'ordre de 300%, avec des impacts énormes pour les couches les plus pauvres de la population. Des modes



d'approvisionnement d'eau alternatifs, comme la cueillette de l'eau de pluie, ont été interdits. Les habitants de la ville se sont organisés au sein de groupes de pression et ont réagi par des rassemblements et en occupant des lieux publics. Le gouvernement a choisi la répression pour faire face à cette mobilisation, en envoyant l'armée et la police. Il y a eu cinq morts, mais les gens, au lieu de s'enfermer chez eux, ont sorti dans la rue et ont obligé l'armée de partir. Enfin, en avril 2000, après une grande grève et des occupations successives, le gouvernement a accepté les demandes des habitants, a annulé le contrat avec la multinationale et le Parlement a modifié la loi relative à l'eau. La victoire était double, économique et politique. En février 2002, la multinationale a eu recours aux mécanismes judiciaires de la Banque Mondiale contre la Bolivie, à cause de l'annulation du contrat. Au début de l'année 2006, la multinationale a décidé de cesser la poursuite et de quitter le pays, en vendant à l'état de Bolivie – avec un prix symbolique – tous ses biens. En 2000 la victoire avait un caractère local, puisqu'elle était le fruit d'une lutte locale. Mais, la victoire du retrait de l'entreprise du litige judiciaire a été le résultat d'une mobilisation mondiale, grâce à la création d'un mouvement de solidarité pour le peuple bolivien, regroupant plus de 400 organisations. Cette lutte a donné naissance à des mobilisations du même type dans d'autres pays de l'Amérique Latine.

Une évolution historique dans la lutte des citoyens pour le « droit à l'eau » est le referendum pour l'eau en Uruguay (Ziaka Y., 2005), en Octobre 2004. Le peuple de l'Uruguay a voté pour une modification de la Constitution du pays, qui assure que l'accès à l'eau potable et aux infrastructures sanitaires est un droit humain fondamental. La Constitution prévoit désormais que le service public de la distribution de l'eau pour la consommation humaine sera assuré uniquement et directement par des services l'état. Le referendum était le résultat d'une lutte de deux années, menée par un réseau appelé « Commission Nationale pour la défense de l'eau et de la vie ». Il était composé de syndicats, d'organisations pour les droits de l'homme, d'organisations environnementales. Cette lutte a bénéficié d'un soutien sans précédent de la part du mouvement international de la société civile, qui a offert de l'argent, du matériel de support, un très grand nombre de lettres de soutien, des visites de représentants de divers pays. Le referendum historique en Uruguay représente un cas exemplaire pour les résultats de l'action des citoyens au niveau local. Ce referendum constitue la base de la campagne internationale pour une Convention de l'ONU pour le droit à l'eau.

Au Pérou, un mouvement appelé « Conférence Nationale pour la défense de l'eau, de la terre et de la vie » se bat contre les politiques néolibérales qui conduisent au contrôle des ressources naturelles par les entreprises multinationales. En Argentine, plusieurs groupements de citoyens sont en train de s'organiser dans le but de promouvoir un changement dans la Constitution du pays sur le droit à l'eau, pareil à celui de la Constitution de l'Uruguay.

La mobilisation mondiale citoyenne pour le droit à l'eau montre l'importance et le potentiel énorme de la lutte pour une vie meilleure et pour une société plus équitable. Ce potentiel s'exprime parfaitement par le mot d'ordre du Forum Social Mondial de Porto Alegre, au Brésil, en 2005 : « **Un autre monde est possible** ».

Pour en savoir plus :

- «Right to Water Campaign» – <http://www.blueplanetproject.net> - e-mail: anil@canadians.org
- «Comité International pour le Contrat Mondial de l'Eau» - <http://www.contratoacqua.it>

POUR EN SAVOIR PLUS ...

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

- *Erkman S., Vers une écologie industrielle. Comment mettre en pratique le développement durable dans une société hyper-industrielle*, Editions Charles Léopold Mayer, Paris, France, 1998, 147 p.
- Jonas H., 1990, *Le Principe Responsabilité*, Les Editions du Cerf, Paris, 430 p.
- *La consommation assassine*, State of the World 2004 du Worldwatch Institute, traduit et adapté par M. L. Bouguerra, Editions Charles-Léopold Mayer, 2005, 262 p.
- Rees W., "Revisiting Carrying Capacity: Area-Besed Indicators of Sustainability", *Population and Environment: A Journal of Interdisciplinary Studies*, Volume 17, Number 3, January 1996, Human Sciences Press, Inc.
- Wackernagel M., Monfreda C. & Deumling D., "Ecological Footprint of Nations. How much nature do they use? How much nature do they have?", *Redifining Progress, Sustainability issue brief*, November 2002 Update
(Source: <http://www.ecouncil.ac.cr/rio/focus/report/english/footprint/>)
- Yfantis S., Generali S., *L'Ecologie au quotidien. Petit guide pour le changement de nos habitudes quotidiennes*, 2003, Legambiente – Festabiente (Italie), Le Festival du Vent (France), Oikotopia (Grèce), Oikognosia (Cypré), 72 p. – E-mail : organisation@lefestivalduvent.com
- Ziaka Y., Robichon P., Souchon C. et al., *Education à l'environnement. 6 propositions pour agir en citoyens*, Editions Charles-Léopold Mayer, 2002, 168 p.
- Ziaka Y., « Eau : La privatisation et le droit à l'eau », *Oikotopia*, (revue trimestrielle grecque), No 33, Avril 2005

REFERENCES DANS LE WEB :

1. http://en.wikipedia.org/wiki/Ecological_footprint

Wikipedia est une encyclopédie assez riche et bien documentée, en accès libre, sur le web, dont les articles se présentent en neuf langues. Wikipedia offre une présentation et détaillée du concept de l'empreinte écologique, de l'analyse faite à l'aide de cet outil, des critiques faites à l'encontre du concept, des changements nécessaires dans nos modes de vie, des références bibliographiques, des liens vers des sites et pages web présentant le concept. Chaque fois qu'un concept annexe est employé lors de la présentation (écosystème, énergie, ressources renouvelables...), le site renvoie à un court article spécifique à ce concept annexe. La présentation est claire et exacte, le langage vulgarisé et compréhensible par les non spécialistes.

2. <http://www.rprogress.org/>

Redefining Progress est une organisation publique située aux Etats-Unis en Californie. Elle

s'implique dans la planification de politiques dans les domaines de l'économie et de l'environnement, pour favoriser un monde plus durable. Son site offre une présentation détaillée du concept de l'empreinte écologique (en anglais), de son usage potentiel, des méthodes employées pour son calcul, des concepts de base impliqués (comme la « durabilité »), des chiffres pour l'empreinte de divers pays, des rapports de recherche téléchargeables.

3. <http://www.earthday.net/footprint/index.asp>

Un questionnaire en ligne (en sept langues), qui comporte des questions simples sur nos habitudes quotidiennes, pour mesurer notre propre impact sur les ressources de la Terre, pour comparer notre empreinte écologique à celle des autres habitants de la planète et à la capacité biologique de la Terre. Le questionnaire vise à amener le public à réfléchir sur son impact sur la planète par le calcul de l'empreinte écologique. Il est préparé à l'initiative de trois organismes : Redefining Progress (<http://www.rprogress.org/>), Earth Day Network (<http://www.earthday.net/about/default.aspx>) et WWF. (<http://www.wwf.org>)

4. <http://www.bestfootforward.com/footprintlife.htm>

Best Foot Forward Limited (BFF) est un organisme privé, situé à Oxford, au Royaume Uni. Il est actif dans le domaine de la recherche et du développement d'outils pour l'évaluation des impacts environnementaux, en employant des méthodes d'analyse, comme le flux des ressources et l'empreinte écologique. Dans ce site (en anglais), on trouve un questionnaire qui permet de mesurer notre propre empreinte en répondant à des questions simples, concernant nos choix quotidiens. Les auteurs préviennent que le calcul est basé sur des données nationales moyennes et ne peut pas refléter tous les modes de vie possibles.

5. <http://www.mec.ca/Apps/ecoCalc/>

Encore un questionnaire en ligne, en anglais, pour mesurer l'empreinte écologique d'un individu vivant en Amérique du Nord. Il comporte 13 questions, divisées en 3 parties (alimentation, transports, habitation). Le créateur du site « Mountain Equipment Co-op » est une entreprise canadienne, fournisseur d'équipements pour des activités de loisirs à la montagne. Elle s'implique aussi dans des actions pour un changement environnemental et social.

6. <http://www.ecouncil.ac.cr/rio/focus/report/english/footprint/>

Ce site présente le rapport « L'empreinte écologique des nations » (Ecological Footprints of Nations. How Much Nature Do They Use? How Much Nature Do They Have?), rédigé en 1997. Ce rapport compare l'impact écologique de 52 grands pays, qui couvrent le 80% de la population mondiale. Il montre dans quelle mesure la consommation de ces pays peut être couverte par leur capacité écologique. Après l'introduction sur la méthode de l'analyse pour cette étude, le rapport explique comment ce type d'analyse biophysique peut contribuer à la construction d'un avenir soutenable. Une version téléchargeable de ce rapport (en anglais) est disponible. Elle contient des données et des calculs pour l'empreinte écologique de chaque nation. L'étude a été commanditée et financée par le « Conseil de la Terre » (<http://www.ecouncil.ac.cr/about/>), organisme international, créé en 1992 pour promouvoir la mise en place des accords du Sommet de la Terre de Rio, en 1992.

7. <http://www.footprintnetwork.org/>

Ce site présente, de manière vulgarisée, la problématique autour du concept de l'empreinte écologique, ainsi que les concepts qui y sont liés et des articles de référence. Les pages sont préparées par « Global Footprint Network », réseau créé en 1993, qui vise à promouvoir la recherche scientifique sur l'empreinte écologique et son application pratique. Son ambition est de promouvoir l'usage de l'empreinte écologique en tant qu'indicateur de référence, tel que le Produit National Brut, pour la gestion de la richesse écologique. Des scientifiques et des politiciens de renommée soutiennent l'action de ce réseau. Le réseau offre ses services aux gouvernements, aux collectivités locales, aux entreprises, aux agences d'environnement.

8. <http://dieoff.org/page110.htm>

On y trouve le texte intégral de l'article de William E. Rees (University of British Columbia, Canada), "Revisiting Carrying Capacity: Area-Based Indicators of Sustainability". Cet article évalue le capital, les flux des ressources naturelles et les espaces des écosystèmes qui sont nécessaires pour faire tourner l'économie, en employant l'analyse de l'empreinte écologique. Cette approche montre que la plupart des états « développés » provoquent des déficits écologiques énormes au reste de la planète. Du moment où il est impossible d'étendre le niveau de vie des pays riches à l'ensemble de la population humaine, la soutenabilité dépendra de mesures telles que l'équité dans les relations internationales, le changement des termes du commerce international, des politiques d'augmentation de l'autosuffisance régionale et l'amélioration l'efficacité énergétique de l'activité économique.

9. <http://www.iisd.ca/consume/mwfoot.html>

Ce site présente une étude réalisée par l'Université « British Columbia », au Canada (« The Task Force on Planning Healthy and Sustainable Communities »), qui donne une présentation détaillée de la pression que l'activité humaine exerce sur la nature et du besoin d'un outil de calcul comme aide à la prise de décisions. L'article présente des exemples sur l'empreinte écologique de divers types de foyers Canadiens moyens, en prenant en compte divers types d'usage des ressources (énergie, terres agricoles, environnement construit, etc.). Il présente des données sur divers autres pays du nord (Hollande, Etats-Unis). L'article argumente sur le besoin de changements de nos modes de vie et donne des exemples sur ce que nous pouvons faire, aux niveaux individuel et collectif.

10. <http://powerhousemuseum.com.au/ecotude/>

Ce site (en anglais) s'adresse à des élèves, visant à les faire réfléchir sur l'impact que leur école et leurs habitudes quotidiennes exercent sur l'environnement, à l'intérieur et en dehors de leur école, à travers le projet appelé « ecotude ». On y trouve un questionnaire, conçu spécialement pour les élèves, qui leur permet de mesurer l'empreinte écologique de leur école. Le projet incite à l'action, afin de modifier l'attitude écologique de chaque élève et de l'école dans son ensemble. Le projet est initié par Powerhouse Museum et Mass Media Studios (Sydney, Australie)

11. <http://www.defipourlaterre.org>

La campagne « Défi pour la Terre », a été initiée par la « Fondation Nicolas Hulot », en France, en mai 2005. Elle vise à responsabiliser le grand public et à susciter l'engagement de chacun à la résolution des problèmes environnementaux, à travers l'adoption d'attitudes adéquates dans sa vie quotidienne. Dans le cadre de cette campagne, « Le Petit Livre Vert pour la Terre », qui propose des petits gestes quotidiens pour la protection de l'environnement, a déjà été distribué à 3.500.000 personnes partout en France. Le site web de l'opération explique les impacts de nos choix de consommation sur l'environnement et propose des gestes simples à mettre en oeuvre sur chacun de nos lieux de vie : à la maison, à l'école, au bureau, dans la rue...



La série des Cahiers « Agir Responsable » vise à sensibiliser sur la question de la responsabilité : valeur fondamentale, base des relations humaines et des relations entre l’humanité et notre planète.

Notre ambition est de présenter des outils et des idées innovatrices, concrètes, pour une action responsable au quotidien.

La « Charte des responsabilités humaines » est une nouvelle initiative, portée par une équipe internationale, dans tous les continents.

Le texte de la Charte lui-même est un prétexte pour se sensibiliser, réfléchir, agir, mais aussi un « pre-texte » soumis au débat.



**Equipe d'animation européenne d'une Charte
des responsabilités humaines**

**c/o Polis – Réseau d'Education à l'Environnement,
B.P. 4, 84100 Ermoupolis, Grèce, fax : 30-22810-87840
e-mail : charte.europe@otenet.gr – web : allies.alliance21.org/charter/europe**

ISBN: 960-86662-3-6